

ADRESSE AUX ELU-E-S

18^{ème} Congrès de l'ANECR. 18,19 et 20 novembre 2016

Nous sommes plus de 450 000 élu-e-s dans notre pays. Une immense majorité d'entre nous œuvre bénévolement chaque jour au bien collectif. Dans la recomposition territoriale voulue par l'Etat nous sommes trop souvent désignés comme coupables d'être trop dépensiers, trop nombreux... Bouc-émissaire d'une démocratie malade nous sommes pourtant les seuls garants d'une expression populaire dans la proximité.

Nous sommes majoritaires à avoir refusé : la loi Notre, la loi Mapam, la baisse des dotations et des budgets, la recentralisation étatique et le dessaisissement des élu-es. Pourtant le pouvoir passe en force contre l'avis majoritaire des élu-es de toutes sensibilités. Il continue à ponctionner les dotations : 2,8 milliards de plus en 2017. Il met en place des Métropoles et des intercommunalités géantes sans lien avec la réalité des bassins de vie, il procède à des fusions massives de communes, ôtant arbitrairement leur mandat à des centaines d'élue-s. Il éloigne de plus en plus les élus des populations.

Il met sous tutelle les communes et donne au couple Etat- Régions des pouvoirs d'encadrement des politiques publiques, contre les choix démocratiques des autres collectivités.

Il faut en finir avec les contre vérités !

Ce ne sont pas les dépenses sociales et pour les services publics qui créent les déficits.

Ce ne sont pas les collectivités locales qui sont dépensières. Elles ne représentent que 9% du déficit public, leur dette est garantie par leur équilibre budgétaire obligatoire. De surcroît elles sont les plus contributrices aux investissements publics puisqu'elles en réalisent, à elles seules, près de 70%.

C'est ensemble qu'il nous faut résister

Comme ce fût le cas en septembre 2016 avec la mobilisation des maires de l'AMF et les prises de position de 16 000 communes, nous vous proposons d'agir pour redonner à l'Etat et aux collectivités locales les moyens financiers et démocratiques de politiques publiques répondant aux besoins des populations.

Nous proposons d'agir pour sortir de cette politique et reconstruire dans des actions communes des élu-es et des citoyen-es un espoir de changement progressiste.

Nous voulons desserrer immédiatement dans des actions concrètes l'étau de l'austérité et les atteintes à la démocratie. Portons l'exigence du respect de la souveraineté populaire, de la réponse aux besoins de service publics et d'investissement dans des équipements utiles.

Exigeons que la parole des communes soit respectée, que rien ne puisse leur être imposé, que les projets de coopération intercommunaux soient librement décidés. Des associations, des syndicats des élu-es se mobilisent sur des terrains multiples, ensemble créons des lieux de débat, de délibération, de décisions pour rendre incontournable les exigences populaires.

Nous voulons avec vous donner un avenir à la France.

L'année 2017 sera décisive pour cela, avec les élections présidentielles, législatives et sénatoriales.

Donner un avenir à la France c'est refonder les libertés fondamentales et la démocratie pour les citoyens et les collectivités. C'est assurer la libre administration des collectivités, gagner des pouvoirs nouveaux pour les partager avec les citoyens à tous les niveaux de la République. Reconstruire des intercommunalités de projet, de nouvelles institutions

associant élus, association, administration, syndicats dans les bassins de vie et d'emploi pour décider de l'urbanisme, des transports, des services, des aides publiques à l'emploi, des équipements publics utiles à diverses échelles de la vie en commun. Redonner à l'Etat son rôle de garant de l'égalité sociale et territoriale, d'organisateur des services publics sur tout le territoire.

Donner un avenir à la France c'est construire une civilisation du commun qui sécurise le travail et la formation, développe une action du pays pour la sécurité, la paix et la justice dans le monde.

Donner un avenir à la France c'est faire des droits humains le cœur de toute politique. Droit au travail, à la santé, au logement, à la sécurité, à la culture doivent se traduire dans la vie et s'organiser autour de services publics locaux et nationaux ;

Donner un avenir à la France c'est aussi s'engager sur un mode de développement durable, rediscuter des traités européens, s'attaquer à la finance en maîtrisant le système bancaire.

Créer un pôle public bancaire en nationalisant des banques pour garantir une nouvelle politique du crédit.

Donner un avenir à la France c'est engager une profonde réforme fiscale basée sur la justice et l'efficacité.

Association des Elu-es communistes et républicains nous nous engageons dans les luttes immédiates et voulons avec vous travailler à un réinvestissement dans le pays d'un grand mouvement populaire qui porte un espoir de transformation. Demain à l'Assemblée nationale et au Sénat, en 2020 aux élections municipales nous voulons des élu-es qui représentent le peuple et prolongent l'action et la colère de celles et ceux qui refusent les régressions actuelles, combattent frontalement la droite extrémisée et l'extrême droite et portent des propositions progressistes pour l'avenir du pays.

Ensemble construisons cet avenir commun.